

PROGRAMME SUR LA GESTION DES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Le Programme IMHE prépare sa Conférence générale

La Conférence générale de 1998 aura pour thème *Le défi de l'apprentissage à vie pour l'enseignement supérieur : compétition ou coopération* et se déroulera du 7 au 9 septembre au siège de l'OCDE à Paris.

Des exposés sur les thèmes principaux, des groupes de travail et des débats sont prévus. Les langues de la conférence seront l'anglais et le français ; l'interprétation simultanée des séances plénières et de quatre des cinq groupes de travail sera assurée.

Les groupes de travail s'articuleront autour des thèmes suivants :

- l'apprentissage à vie : un nouvel environnement compétitif ;

- la coopération entre les établissements d'enseignement supérieur ;

- la société de savoir : les incidences pour les établissements d'enseignement supérieur ;

- la direction des établissements d'enseignement supérieur et la gestion de l'apprentissage à vie ;

- l'information, la recherche et le développement, et l'évaluation pour la décision.

Des renseignements détaillés seront communiqués d'ici quelques semaines. Tous les participants recevront des documents d'information avant la date

de la conférence et un dossier complet à leur arrivée.

Pour toute information, s'adresser au Secrétariat IMHE (voir adresse page 4).

Appel à contributions

Le Secrétariat de l'IMHE est prêt à recevoir des contributions écrites. Chaque communication devra inclure un résumé d'un paragraphe (100-200 mots). Veuillez renvoyer le **Formulaire d'Information** (ci-inclus avec ce bulletin) avec le texte et le résumé au plus tard le **29 mai 1998**.

Nouvelles du Secrétariat

- Le Programme vient de désigner le premier *établissement correspondant IMHE* pour les activités en Australasie : il s'agit de l'Université de New England, Armidale, avec l'appui du Vice-Chancelier Ingrid Moses. L'objet de ce partenariat est d'assurer la mise en oeuvre des activités de l'IMHE conjointement avec les besoins des établissements. Sous la direction du Professeur V. Lynn Meek, l'University Centre for Higher Education Management and Policy supervisera les travaux. Contact: vmeek@metz.une.edu.au.

- Le Secrétariat de l'IMHE a le plaisir d'accueillir M. Jan Karlsson, consultant à plein temps auprès du Programme. M. Karlsson a pris ses fonctions début février ; il arrive de l'Université de Copenhague où

il était le Chef du bureau des affaires internationales. Depuis plusieurs années maintenant, l'IMHE a pu bénéficier des services d'un expert en enseignement supérieur détaché de l'un des pays nordiques.

- Dans le Volume 10 (1998) de la revue *Gestion de l'enseignement supérieur* les lecteurs trouveront des articles portant sur les structures de direction et d'organisation de l'enseignement et de la recherche ainsi que sur la qualité dans l'enseignement tertiaire de masse (n°1), sur l'évaluation de la qualité et sur la gestion de la recherche (n°2), et sur l'évaluation de la qualité telle que l'ont exprimée des articles présentés au cours de deux séminaires tenus à Mexico (n°3). Les auteurs qui

souhaitent soumettre un article en vue d'une publication doivent s'adresser directement au Rédacteur en Chef : Prof. Maurice Kogan, 48 Duncan Terrace, Londres N1 8AL, Royaume-Uni. Prix de l'abonnement : 350 FF ; prix au numéro : 135 FF.

■ Nouveaux membres de l'IMHE :

University of New England (Australie) ; Conseil pour l'Enseignement Supérieur, Jérusalem (Israël) ; University Grants Committee (Hong Kong) ; le Ministère de la Culture et de l'Éducation (Hongrie) ; Instituto Tecnológico y de Estudios Superiores de Monterrey (ITESM) et Universidad Autonoma de Nuevo Leon (Mexique) ; Conselho Coordenador dos Institutos Superiores Politecnicos (CCISP, Portugal) ; Higher Education Quality Council (Royaume-Uni).

Séminaire CRE/IMHE en français

Pour la première fois, le séminaire de formation CRE/IMHE pour dirigeants universitaires a eu lieu en français, en septembre 1997 à Bordeaux. Les vingt-deux participants venaient de douze pays différents. Grâce à l'organisation et à la participation du Pôle universitaire européen de Bordeaux qui recevait, ce séminaire fut une réussite. L'équipe d'animateurs comprenait : M. Régis Ritz (Président du Pôle universitaire européen de Bordeaux et coordinateur du séminaire), M. Jean-Marc Monteil, (Premier vice-président sortant de la Conférence des présidents d'universités),

Mme. Françoise Thys-Clément (ancien recteur et pro-recteur de l'Université Libre de Bruxelles), M. André Staropoli (Secrétaire général, Comité national d'évaluation, France), M. François-Xavier Merrien (Directeur, Institut des sciences sociales et pédagogiques, Université de Lausanne) ainsi que plusieurs représentants d'universités de Bordeaux et des autorités locales et régionales. Quatre thèmes particuliers et un thème transversal sur le gouvernement de l'université, ont permis d'étudier les changements



dynamiques qui modifient la gestion institutionnelle dans l'enseignement supérieur. L'Université Libre de Bruxelles accueillera le prochain séminaire CRE/IMHE en français, en septembre 1999.

Les réponses des établissements d'enseignement supérieur aux besoins régionaux

par John Goddard

Le Projet de l'IMHE met l'accent sur la manière dont les établissements d'enseignement supérieur peuvent répondre efficacement aux nouvelles exigences d'acteurs et d'agences intéressés par le développement régional.

L'objectif du Projet est d'aider les établissements d'enseignement supérieur à répondre sous des formes diverses à ce défi. En premier lieu, le Projet offrira une vue d'ensemble des facteurs influençant les réactions des établissements d'enseignement supérieur, selon les divers contextes nationaux et régionaux prévalant dans les pays Membres de l'OCDE. Un document de base préparé par le chef du Projet et qui est centré sur le concept de "région qui apprend" fournit le point de départ de cette réflexion. Le contenu de ce document a été testé à l'occasion de discussions engagées lors de quatre réunions internationales organisées aux États-Unis (avec la Florida Atlantic University), en Lituanie (avec l'Université de Klaipėda), en Australie (avec la Southern Cross University) et au Royaume-Uni (avec l'Université d'Édimbourg).

D'autres réunions sont prévues en 1998 : en France (à Lyon), en Lituanie (à l'Université de technologie de Kaunas) et en Grèce (à l'Université de la Mer Égée). Les discussions cherchent à articuler les concepts et les idées du document de base avec l'expérience pratique des établissements d'enseignement supérieur et de leurs partenaires régionaux. La vue d'ensemble finale sera illustrée par des exemples de pratiques efficaces recueillies dans de nombreuses contributions écrites et à l'occasion de discussions sous forme de panel auxquelles déjà plus de 200 personnes ont participé. Outre ce rapport, un grand nombre d'établissements ont fait part de leur intention de préparer des études de cas approfondies de leur propre engagement régional. Ces études seront disponibles sur le site WEB IMHE.

Un certain nombre de points essentiels se dessinent. Première-

ment, les établissements d'enseignement supérieur devraient se préparer eux-mêmes à contribuer au développement régional dans un sens large, à partir d'une synthèse des contextes de caractère économique, social, culturel et environnemental. Deuxièmement, il faudrait porter une attention particulière à l'établissement de partenariats à long terme avec les acteurs régionaux ; plutôt que de considérer la région comme une autre source de financement, il conviendrait de mettre l'accent sur une mise en commun de ressources institutionnelles et régionales afin de renforcer chez les deux partenaires leur capacité de compétition à un niveau plus global. Troisièmement, ces partenariats devraient reposer sur une analyse détaillée, par l'établissement d'enseignement supérieur, des caractéristiques particulières de la région afin que ces dernières aident l'établissement à ajuster des programmes de formation et de recherche. Quatrièmement, il conviendrait de mettre sur pied des mécanismes d'analyse et de mesure des structures et des mouvements caractérisant la région, par exemple, sous forme d'observatoire des flux d'étudiants selon leur lieu d'origine, leur inscription dans divers programmes de formation et leur entrée dans la vie active. Ce suivi est nécessaire pour l'élaboration des programmes d'études. Cinquièmement, un plus grand engagement régional peut être un moyen d'accroître le marché de l'enseignement supérieur, en particulier dans les régions à faible taux de participation par groupe d'âge ou ayant une faible tradition de recherche-développement industriel.

En dernier, mais non par ordre d'importance, les universités traditionnelles qui recherchent un plus grand engagement régional auront besoin d'un programme de valorisation des ressources humaines pour opérer les changements nécessaires de caractère culturel et pour disposer des profils de compétences nécessaires à une organisation qui apprend afin de répondre à des nouveaux besoins.

La forte participation aux réunions reflète, pour partie, l'intérêt croissant pour les questions régionales de la part des responsables de l'enseignement supérieur dans beaucoup de pays. Par exemple, en Suède, une législation récente a développé une "troisième fonction" pour l'enseignement supérieur intéressant sa contribution à la collectivité, au-delà de ses fonctions de formation et de recherche.

Au Royaume-Uni, la Commission d'enquête sur l'enseignement supérieur consacre un chapitre entier et l'un de ses 14 rapports de base au rôle local et régional des universités ; les universités seront aussi représentées dans les comités directeurs des Agences de développement qui seront créées dans chaque région. Aux États-Unis, la commission Kellogg sur l'avenir des *State and Land Grant Universities* a mis l'accent sur la nécessité de renforcer "les communautés qui apprennent", les possibilités d'accès à l'enseignement, la souplesse et la vitesse de réaction pour répondre aux nouveaux besoins grâce aux relations établies avec de nombreuses parties prenantes. Enfin, la conférence organisée en Australie a bénéficié de la présence du Président de la Commission d'enquête gouvernementale sur l'avenir de l'enseignement supérieur.

John Goddard, Chef du Projet, est professeur de développement régional et doyen de la Faculté de droit, d'environnement et de sciences sociales à l'Université de Newcastle-upon-Tyne.

Ce document (dans la version anglaise) ainsi que de nombreux autres intéressants les universités et le développement régional se trouvent sur le site WEB du Professeur :
<http://www.ncl.ac.uk/~ncurds/univ/index.htm>.



Si vous avez changé d'adresse, veuillez en informer l'IMHE afin que nous puissions mettre nos listes d'envoi à jour.

AUTRES ACTIVITÉS DE L'OCDE

Les indicateurs de l'enseignement tertiaire*



Les travaux en cours dans la Division des statistiques et indicateurs de l'OCDE/DELSA aboutiront à de nouveaux types de mesures pour comparer l'enseignement tertiaire de différents pays. **Regards sur l'éducation - Les indicateurs de l'OCDE 1997**, la dernière version de cette publication annuelle, donne des informations plus détaillées sur les coûts et les financements, et de nouvelles mesures des niveaux de participation, en particulier dans l'enseignement tertiaire. Les nouvelles données présentées concernent l'ampleur et les modes des subventions publiques accordées aux ménages pour les études d'enseignement tertiaire. Les bourses, les subventions indirectes sous forme de prêts, d'allocations familiales ou de réduction d'impôts dépendant du statut d'étudiant et d'autres subventions spécifiques représentent moins de 0.05 pour cent du PIB en Belgique (Communauté Flamande), en Grèce, aux États-Unis, en République tchèque et en Suisse, et 0.35 pour cent du PIB ou plus au Canada, au Danemark et en Finlande. En comparaison, les dépenses pour l'enseignement tertiaire s'élèvent en moyenne à 1.3 pour cent du PIB dans les pays de l'OCDE pour lesquels les données sont disponibles. Les subventions aux ménages consistent essentiellement en aides financières aux étudiants ; cependant, dans certains pays, l'Allemagne et la France par exemple, les subventions sous forme de réductions ou de crédits d'impôts et autres, représentent plus de la moitié des subventions destinées aux familles. Au sujet de la participation à l'enseignement, les nouveaux indicateurs permettent de comparer les nombres et les caractéristiques des premières inscriptions dans l'enseignement tertiaire. Les données révèlent des différences significatives entre les profils par âge des étudiants lors de la première inscription dans une formation de niveau universitaire : en France par exemple, 20 pour cent seulement des premières inscriptions concernent des étudiants de plus de vingt ans ; au Royaume-Uni, pour des données comparables, l'âge est de 27 ans. 260 FF ; Service des publications de l'OCDE. Site Web : http://www.oecd.org/els/stats/els_stat.htm.

Politiques éducatives

Pour la deuxième fois, l'OCDE a publié un ouvrage qui analyse des questions ou des développements importants pour les politiques. Ce volume, **Analyse des politiques éducatives 1997**, accompagne l'ensemble des indicateurs internationaux décrits ci-dessus. Afin d'illustrer la diversité croissante d'origines des étudiants et des voies qu'ils empruntent pour suivre leurs études, l'un des cinq chapitres, intitulé *Répondre à la nouvelle demande d'enseignement tertiaire*, s'appuie sur l'examen thématique des premières années d'enseignement tertiaire, conduit par le Comité de l'éducation, ainsi que sur la base de données de l'enseignement et sur les indicateurs publiés dans l'ouvrage décrit ci-dessus. 50 FF ; Service des publications de l'OCDE.

Les capacités de lecture et d'écriture des adultes



Les résultats provenant de douze pays sont maintenant disponibles dans l'Enquête internationale sur les capacités de lecture et d'écriture des adultes (ou "littératie") qui a été coordonnée par la Division de l'éducation et de la formation de la Direction de l'éducation, de l'emploi, du travail et des affaires sociales de l'OCDE, l'organisme Statistique Canada et l'organisme Développement des ressources humaines Canada. L'ouvrage, **Littératie et société du savoir** (1997), rend compte des liens qui existent entre les niveaux de compréhension, c'est-à-dire la capacité de lire et d'utiliser

l'information dans les textes écrits (sous forme de prose ou sous forme spécifique, par exemple des horaires de transports) ou d'effectuer des opérations arithmétiques pour des tâches courantes (par exemple vérifier le solde d'un compte de chèques), et le niveau de scolarité. Ceux qui ont reçu un enseignement tertiaire ont en moyenne un niveau de compréhension plus élevé, mais l'avantage relatif n'est pas toujours le même : en Allemagne, aux Pays-Bas et en Suède, les adultes qui ont suivi une scolarité de deuxième cycle du secondaire ont en moyenne le même niveau de littératie (sur une échelle quantitative) que la moyenne de ceux qui ont reçu un enseignement tertiaire non-universitaire en Irlande, en Nouvelle-Zélande, en Pologne et aux États-Unis. 180 FF ; Service des publications de l'OCDE.

La science et la technologie



Le Groupe de l'OCDE sur le système scientifique vient de publier son étude sur les conséquences de la mondialisation, des contraintes budgétaires, de l'évolution de l'interface avec l'industrie et des effectifs en augmentation dans l'enseignement tertiaire pour la recherche universitaire. Le rapport s'intitule **La recherche universitaire en transition** (1998) ; il rassemble les données les plus récentes sur les ressources et les structures des activités de recherche dans l'enseignement

supérieur ; il fournit des exemples d'adaptation par les établissements ; et il examine les mesures politiques qui influencent et renforcent le rôle de la recherche universitaire dans les systèmes scientifiques des pays de l'OCDE. Des tableaux et des graphiques illustrent le rapport. 120 FF ; Service des publications de l'OCDE.

Les actes d'une réunion de l'OCDE sur *L'évaluation de la recherche fondamentale* (avril 1997) sont également disponibles, en anglais uniquement, sous le titre **The Evaluation of Scientific Research: Selected Experiences**. Ils comprennent des vues d'ensemble par pays et des expériences d'établissements provenant d'Allemagne, des États-Unis, de Finlande, de Flandre, de France, du Japon, des Pays-Bas, du Royaume-Uni et de Suède. Pour information complémentaire contacter : Jean-Eric Aubert, Direction de la science, de la technologie et de l'industrie ; e-mail : jean-eric.aubert@oecd.org.

La diversification de l'éducation tertiaire

Le ministère de l'Éducation, de la Culture et des Sports de la République tchèque et l'OCDE ont tenu un séminaire international sur la diversification dans l'enseignement tertiaire, à Prague, du 12 au 14 novembre 1997. Les participants de 15 pays de l'OCDE ont formulé leurs observations et soulevé des questions sur l'évolution de la diversité et son impact dans quatre pays : l'Australie, la Finlande, les Pays-Bas et la République tchèque. Lors de la séance inaugurale, M. Jiri Grusa, ministre de l'Éducation en République tchèque, et M. Olli-Pekka Heinonen, ministre de l'Éducation en Finlande ont exprimé l'intérêt affirmé des politiques envers l'expansion et la diversification de l'enseignement tertiaire. Le Professeur Luis Sousa Lobo, Recteur de l'Université nouvelle de Lisbonne et membre du Groupe de direction, et M. Pierre Laderrière, Chef du Programme IMHE, participaient à ce séminaire qui était organisé dans le cadre des activités de suivi de l'Examen thématique des premières années de l'enseignement tertiaire, examen dirigé par le Comité de l'éducation. Le rapport comparatif de l'Examen thématique analysera les résultats des examens conduits dans 10 pays de l'OCDE ; il est publié par l'OCDE et doit paraître au printemps sous le titre *Redéfinir l'enseignement tertiaire*.

* Le terme « tertiaire » plutôt que « supérieur » a été utilisé pour décrire l'enseignement qui a lieu après le secondaire car son sens est plus large. En effet, le terme « enseignement supérieur » renvoie souvent aux enseignements universitaires traditionnels. Or l'enseignement tertiaire comprend aussi d'autres formations, courtes ou professionnelles, ou d'autres modalités d'enseignement, comme l'université ouverte ou à distance.

EN BREF

Appel à contributions. Les organisateurs de la 4ème Conférence annuelle GATE (30 septembre - 2 octobre ; voir le calendrier ci-dessous) sont prêts à recevoir des contributions écrites. Pour toute information : GATE, One Dupont Circle NW, Suite 515, Washington, DC 20036-1135, États-Unis ; e-mail : gate@aacrao.nche.edu.

Forum de l'EAIR. Le 20e Forum annuel de l'EAIR se réunira du 9 au 12 septembre 1998 à l'Université du Pays Basque, Donostia-San Sebastián, Espagne, sur le thème *Higher Education Institutions : Open to Innovation, Willing to Learn*. Pour toute information : EAIR Secretariat, c/o CHEPS,

University of Twente, PO Box 217, 7500 AE Enschede, Pays-Bas ; e-mail : eair@cheps.utwente.nl.

Égalité des sexes. Une conférence européenne sur l'égalité des sexes dans l'enseignement supérieur se tiendra à l'Université d'Helsinki, du 30 août au 1er septembre 1998. Elle est parrainée par l'Université d'Helsinki, le ministère de l'Éducation, le ministère des Affaires sociales et de la Santé, l'Académie de Finlande, l'Université des Arts d'Helsinki, l'Université de Turku et l'Université Åbo Akademi. Droits d'inscription : 1300 MkF. Pour toute information : Teija Mankkinen, Secrétaire du comité d'organisation par e-mail : teija.mankkinen@helsinki.fi.

CALENDRIER DES ACTIVITÉS 1998

7-9 septembre : Conférence Générale IMHE : Le défi de l'apprentissage à vie pour l'enseignement supérieur : compétition ou coopération, OCDE, Paris, France.

15-17 juin : L'interface entre les tâches administratives et académiques dans la gestion des établissements d'enseignement supérieur, Amsterdam, Pays-Bas, en coopération avec l'Université d'Amsterdam et l'EAIR (bilingue).

**Séminaire CRE/IMHE
pour les responsables universitaires**

17-22 avril : Gröningen, Pays-Bas, en coopération avec l'Université de Gröningen.

**Séminaires sur les réponses des établissements
d'enseignement supérieur aux besoins régionaux**

23-24 avril : Le soutien et l'incitation des autorités nationales et régionales, Lyon, France, en coopération avec les collectivités territoriales et les établissements d'enseignement supérieur de la région Rhône-Alpes (bilingue).

14-16 septembre : Le concept de l'Université multi-site, Rhodes, Grèce, en coopération avec l'Université de la Mer Égée.

**Séminaires dans les pays
d'Europe centrale et orientale**

29-31 mars : Évaluation de la qualité et de l'internationalisation dans les établissements d'enseignement supérieur, Varsovie, Pologne, en coopération avec la Warsaw School of Economics.

1-3 avril : Évaluation de la qualité et de l'internationalisation dans les établissements d'enseignement supérieur, Riga, Lettonie, en coopération avec l'Université de Lettonie.

11-13 mai : Structures organisationnelles et interface entre les tâches académiques et administratives, Tartu, Estonie, en coopération avec l'Université de Tartu et NAUA.

**Séminaires sur l'internationalisation
des établissements d'enseignement supérieur**

30 septembre-2 octobre : Conférence de la Global Alliance for Transnational Education (GATE), UNESCO, Paris, France, en coopération avec l'OCDE/CERI et l'UNESCO.

22-23 octobre : L'internationalisation: progresser sur notre expérience, Halifax, Canada, en coopération avec l'AUCC et le BCCIE (bilingue).

Réunion d'experts sur invitation

Juin ou Juillet : Gestion de l'espace dans les établissements de grande taille, en coopération avec le PEB.

Réunions bénéficiant du parrainage de l'IMHE

10-12 mai : The Foundations of Globalisation in Higher Education and the Professions, Georgetown University Conference Center, Washington, DC. Veuillez contacter : The Center for Quality Assurance in International Education, One Dupont Circle, Suite 515, Washington, DC 20036-1135, USA (tel: 202 293-6104;

4-6 juin : Les politiques d'ouverture des universités : enjeux pédagogiques, scientifiques, organisationnels et politiques, Université de Paris 8, St-Denis, France (en français). Veuillez contacter : M. Michel Debeauvais, 11 rue Pierre Demours, 75017 Paris, France (tel/fax: 01 45 74 28 65).

Programme IMHE, OCDE-CERI

2 rue André-Pascal,

75775 Paris Cedex 16, France

Tel. (33) 1 45 24 92 24/64 Fax (33) 1 42 24 02 11

e-mail : Monique.Collin@oecd.org

http://www.oecd.org/els/edu/els_imhe.htm